

Pour diffusion immédiate

Le budget du Québec doit s'attaquer au sous-financement de nos groupes communautaires : QCGN

Montréal, le 17 janvier 2023. – Les organismes à but non lucratif au service des Québécois d'expression anglaise sont confrontés à un sérieux problème de sous-financement par rapport aux groupes francophones. Ils sont donc souvent incapables de fournir des services importants et parfois essentiels.

C'est l'un des messages que le Quebec Community Groups Network (QCGN) et d'autres intervenants communautaires ont transmis au ministre des Finances du Québec, Eric Girard, lors d'une consultation prébudgétaire cet après-midi à Québec

« Nous avons demandé au ministre Girard, également ministre responsable des Relations avec les Québécois d'expression anglaise, d'augmenter le financement du secteur communautaire afin de répondre à la demande croissante de services, a déclaré la directrice générale du QCGN, Sylvia Martin-Laforge. Nous avons également demandé au gouvernement de s'assurer que le financement des groupes communautaires au service des Québécois d'expression anglaise reflète plus fidèlement notre proportion au sein de la population du Québec. »

Mme Martin-Laforge a ajouté : « Nos groupes ont de la difficulté à accéder au financement du gouvernement provincial, car il y a peu ou pas d'activités de sensibilisation auprès de nos communautés – et encore moins en anglais – pour les informer de l'existence de tous les programmes de financement ». Elle a demandé à M. Girard de trouver des moyens de fournir à nos organismes communautaires le soutien nécessaire pour accéder au financement de toutes les enveloppes financières provinciales pertinentes – et non seulement l'accès aux programmes de financement par le biais du Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise.

Entretemps, le QCGN a également pressé le gouvernement d'augmenter le budget de fonctionnement du Secrétariat pour accroître le nombre de programmes de financement et faciliter le dialogue en matière de politiques entre la communauté d'expression anglaise et tous les ministères et organismes pertinents du gouvernement du Québec. De plus, le QCGN a demandé à la province de travailler avec le gouvernement fédéral pour hausser la taille et la portée de l'Accord de collaboration intergouvernementale en matière de services dans la langue de la minorité. Cet accord transfère des fonds au Québec pour payer une variété de programmes et de services dans des domaines importants comme la justice, la santé et les services sociaux.

Enfin, le QCGN a réitéré sa demande au gouvernement de consulter les Québécois sur les vastes impacts économiques négatifs de la *Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français* (Loi 96).

« Nous avons besoin d'un vrai dialogue constructif pour aborder les retombées de la Loi 96, ses effets sur la réputation du Québec et ses conséquences néfastes sur les affaires, les investissements étrangers et l'économie », a conclu Mme Martin-Laforge. Elle a noté que le QCGN a recommandé au gouvernement de tenir des audiences parlementaires officielles sur les règlements à venir pour mettre en œuvre certains aspects importants de la Loi 96, notamment ceux relatifs à l'éducation ainsi qu'à la santé et aux services sociaux.

Le Quebec Community Groups Network (www.qcgn.ca) est un organisme à but non lucratif qui rassemble des organismes communautaires d'expression anglaise de tout le Québec. Centre d'expertise et d'actions collectives fondées sur des données probantes, il cerne, aborde et explore les enjeux stratégiques qui ont des répercussions sur le développement et le dynamisme de la communauté québécoise d'expression anglaise. Le QCGN favorise également le dialogue et la collaboration entre ses organisations membres, les particuliers, les groupes, les institutions et les dirigeants de la communauté.

Pour de plus amples informations :

Rita Legault, directrice des communications | rita.legault@qcgn.ca

Téléphone : 438-270-0680